

Le coup d'État de Moscou, en août 1991, a fait apparaître au grand jour les mouvements d'opposition à la surreprésentation de la région de Khojent au sein du parti et du gouvernement. Apparemment, la lutte opposait le parti communiste au pouvoir et une coalition de forces nationales démocratiques et islamiques mais, en réalité, c'est une bataille interrégionale qui se livrait. Les manifestations de masse de mai 1992 ont contraint le gouvernement en place à faire d'importantes concessions, y compris de s'ouvrir à l'opposition.

Ces concessions ayant été rejetées par les autorités des régions de Kulyab et Khojent, l'insurrection a repris en septembre. Ce mois-là, le gouvernement communiste a été renversé et a cédé la place à un gouvernement dominé par l'opposition. Ce dernier n'a jamais réussi à imposer sa loi sur le territoire.

En novembre 1992, la coalition Khojent-Kulyab, appuyée par le Front populaire paramilitaire et par la 201<sup>e</sup> Division d'infanterie motorisée russe basée à Dushanbe,<sup>28</sup> reprenait la capitale, actuellement aux mains d'Imomali Rahmanov. Le nouveau gouvernement a alors relancé l'offensive contre l'opposition, comptant sur les forces terrestres russes et sur l'aide des éléments aéroportés ouzbeks. À l'hiver de 1992-1993, le pays s'est trouvé plongé dans une guerre civile qui a provoqué entre 15 000 et 20 000 morts outre la fuite de quelque 80 000 personnes en Afghanistan.

La présence de groupes tadjiks apparentés en Afghanistan, et le soutien fourni par les réfugiés, ont permis à l'opposition de s'en prendre en toute impunité aux forces gouvernementales russes et tadjiks pendant presque toute l'année 1993 et une partie de 1994. Il en a résulté des pertes importantes chez les Russes, et des incursions appuyées de la part des forces russes dans l'espace aérien afghan. Le syndrome afghan, conjugué à la crainte croissante d'une radicalisation et d'une islamisation de l'opposition du fait du conflit qui s'éternise, a amené la Russie et l'Ouzbékistan à engager des efforts diplomatiques intenses pour parvenir à un règlement politique et pour obliger leurs alliés locaux à négocier de bonne foi.<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> Cet abandon de neutralité décidé par les Russes au début du conflit pour soutenir ouvertement la vieille garde peut s'expliquer ainsi : Islam Karimov faisait pression sur le gouvernement russe pour qu'il intervienne face à l'influence croissante des forces islamiques au Tadjikistan, et les militaires russes s'inquiétaient de la menace islamique sur la sécurité de la Russie. Voir Dannreuther, *Creating States in Central Asia*, p. 29. Voir aussi plus loin l'analyse sur la politique russe.

<sup>29</sup> La mort, en juin 1993, de 25 soldats russes à la frontière lors d'un échange de feux avec des guérilleros infiltrés de l'Afghanistan a conduit la Russie à émettre publiquement l'idée d'un règlement politique. Voir Shahrbanou Tadjbakhsh, " Tadjikistan: From Freedom to War ", *Current History* XCIII, n° 582, p. 174.